

LA PAROLE & LE CAPITAL

3 années de rencontres multi-acteurs :
Capitalisation d'Expériences



Sommaire

p4	Présentation générale
p5	Introduction
p7	Rencontres Internationales Sud
p8	AU FORIM la fabrique d'une méthodologie du multi acteurs
p10	LA PAROLE comme résultante constructive de la méthodologie des RIS.
p14	Diaspora et territoires d'émigration
p22	UNE EXPERTISE ENDOGÈNE qui interpelle...
p28	La Nature du FORIM et son périmètre d'action
p32	Le choix
p33	Structure d'appui ou d'intervention ? Ou les deux à la fois ?
p35	Historique des actions du programme MADE AO FORIM
p36	Description du programme MADE AO
p37	Bréviaire

LE **FORIM** est une plateforme nationale qui réunit 42 fédérations et collectifs régionaux d'Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration (**OSIM**) engagés dans des actions d'intégration «ici» et dans des actions de développement dans les pays d'origine. Il s'appuie, à travers ses membres, sur une base sociale d'environ 1000 associations intervenant en Afrique subsaharienne, au Maghreb, en Asie du Sud-est, aux Caraïbes et dans l'Océan Indien.

Cet écrit est extrait du dossier de Capitalisation commandé par le FORIM, et disponible dans son intégralité sur le lien ci-dessous. Le contenu analytique de ce livret est constitué de textes de réflexion et d'extraits de documents de projet (voir liste page 35).



Ce document existe au format numérique, augmenté d'un contenu interactif, accessible sur le site du FORIM:

> <https://forim.net/activites/made-afrique-de-louest/>

Dans la version numérique vous aurez accès aux fonctions suivantes:



Cliquez sur l'œil pour lancer la vidéo



Cliquez sur l'oreille pour lancer l'audio



Cliquez sur @ pour accéder à un lien internet: œuvres artistiques, articles de presse ou universitaires...



Se référer au bréviaire page 37

Ce livret présente la démarche de Capitalisation commandée par le FORIM, réalisé sur le premier semestre de l'année 2020, sous le pilotage de Akofa BERNASCONI.

Texte: Akofa BERNASCONI et Barbara LIMA
Mise en page, illustrations, animation, mixage: Remi DIALL

Introduction

Si la notion de codéveloppement est plus ancienne (1981), elle côtoie dans sa définition française, assez immédiatement, les préoccupations internationales sur l'implication des diasporas dans la prise en charge de la question migratoire¹.

Le programme **MADE AO** est ainsi pionnier par son ampleur internationale sur cette ambition de mêler la diaspora, les migrants eux-mêmes aux solutions à envisager dans le cadre de la gestion des migrations. Cependant on notera que le programme concentre cette particulière ambition sur les territoires d'émigration (ici, la zone **CEDEAO**).

Comment y faciliter l'émigration de travail en ayant un regard sur les droits des travailleurs immigrés?

Quel bénéfice les migrations peuvent-elles avoir sur le développement de leur territoire d'origine?

Que faire des transferts de fonds massifs qui existent depuis toujours des pays d'accueil vers les territoires d'émigration?

Comment les rendre plus productifs et contribuer plus valablement au développement des territoires d'émigration?

Avec le **FORIM**, le Programme **MADE AO** s'est préoccupé de trouver les moyens d'associer l'ensemble des acteurs concernés par la construction d'un mieux-être là-bas, dans les territoires d'émigration; en expérimentant "des cadres de coopération qui maximisent la contribution de la diaspora au développement des pays d'origine": objectif N°3 du programme.

¹ - De la « Gestion » au Contrôle des migrations, Antoine Pécoud, Presses de Sciences Po | « Critique internationale » 2017/3 N° 76

Rencontres Internationales Sud

Les Rencontres Internationales Sud (RIS) ont ainsi été généralisées par le **FORIM** dans 2 pays cibles avec l'intention d'en sortir une vision partagée et planifiée, à moyen/court terme, d'objectifs de développement impliquant la diaspora.

Une stratégie de codéveloppement, mise en oeuvre sur les territoires d'émigration, à des fins de développement... et/ou... d'endiguement, de cadrage, de dissuasion... des migrations.

Cependant, en analysant et observant l'expérience vécue pendant ces 3 années dans les **RIS**, il est forcé de relever que:

- les principaux échos de ces cadres de concertation (plus que de coopération) se sont dirigés vers les diasporas elles-mêmes (plus que vers leur territoire d'origine).
- la parole ainsi libérée exprime quelque chose d'inattendu qui interpelle la coopération internationale et pose, par ailleurs, la question de l'implication du **FORIM**, en tant que plateforme d'association, dans ces types d'espaces de rencontres (de coopération, de concertation) qu'il crée.



"Filer"
Première partie: Au fil des mots...



« Le projet de m'installer en France, de fonder une famille et de prendre la nationalité française m'a amené, consciemment ou pas, à me projeter différemment {...} Je me comporte comme un citoyen libre capable de s'investir dans son environnement, lequel peut être changeant en fonction des choix que je fais: Paris, Evry, demain Yaoundé...»



A. Mvogo - universitaire, cadre associatif



«Moi, je suis venue en croyant que j'étais étudiante. J'avais une bourse de 3 ans mais au bout d'un an, j'ai souhaité poursuivre mon aventure française et un an après je me mariais. Selon les statistiques de l'INSEE² je ne suis plus étrangère mais je reste immigrée.»



A. Larrègle - universitaire, cadre de la fonction publique



Des histoires personnelles ... des parcours personnels ... qui situent les individus par rapport à ces termes "vedette" du programme **MADE AO**. Ce dernier, autant que le **FORIM** qui le porte, travaille pourtant avec du collectif; des associations ou fédérations d'associations dans lesquelles les volontés se confondent et s'unissent, des similarités de parcours regroupent.

Ce sont ces collectifs qui interviennent ici avec le **FORIM** et qui pour la plupart en sont membres. Une situation qui pose le fait que les motivations d'émigration puis d'immigration façonnent le rapport des personnes/des groupes à leur territoire d'accueil autant qu'à leur envie de "retour"³.

Les productions⁴ des **RIS**, organisées par le **FORIM**, dans le cadre du **MADE AO**, ancrent cette donnée comme un "incommensurable" de l'approche migratoire pour tout projet à mener, sur, ou intégrant ces questions de migrations et diasporas.

Qu'est ce que les **RIS**?

Qu'est ce qu'elles produisent?

Qu'est ce que ces productions disent?

A qui s'adressent-elles?



2 - Institut National (français) de la Statistique et des Etudes Economiques
3 - Au sens propre, c'est à dire physiquement et définitivement; comme au figuré, dans le sens d'une participation volontaire (quelle qu'elle soit) dans le pays d'origine
4 - Compte rendu de débats et d'échanges, les études commandées pour nourrir les RIS, les engagements écrits ... issus de cette concertation multi acteurs.

AUFORIM la fabrique d'une méthodologie du multi acteurs

une proposition d'espace, une animation, et une démarche plébiscitée

Les RIS: Pourquoi ?

Initiées en 2012 par le **FORIM** et ses membres, les Rencontres Internationales Sud (RIS) répondaient à un besoin identifié: valoriser le rôle des diasporas dans leur pays d'origine.

Il apparaît en effet que les actions portées par les diasporas (transferts d'argent, investissements productifs, projets collectifs de développement local, etc.) sont souvent méconnues des acteurs locaux, des institutions publiques, et entravent régulièrement l'action des pouvoirs publics, quand celle-ci existe. Ce manque de visibilité, de compréhension des modes d'intervention, et de coordination limite l'impact des projets portés par les diasporas. Les **RIS** ambitionnent, à leur échelle, de combler ces manques.

Les RIS: et après?

Le dialogue initié est une première étape, d'inter-connaissances des acteurs en présence et d'appréciation des enjeux. Pour traduire ces éléments en changements concrets, des questions demeurent sur les moyens, les ressources nécessaires et la légitimité du **FORIM** à s'investir dans une phase "d'opérationnalisation" des recommandations de ces **RIS**. [Le dossier de capitalisation¹](#) soulève ces questions et propose des solutions ... qui restent à débattre.

Toutes les rencontres occasionnées dans ce programme, par le **FORIM**, ont été des **RIS**. Elles ont pris des formes différentes. Parfois dans le cadre d'un seul pays, parfois couvrant le territoire sous-régional (Afrique de l'Ouest), s'attachant à une seule thématique ou plutôt multisectorielle. Elles se sont appelées "Ateliers", "Rencontres", "Séminaires", mais toutes étaient des **RIS**.



1 - Voir dossier de Capitalisation p29 à 45

Les RIS: Comment?

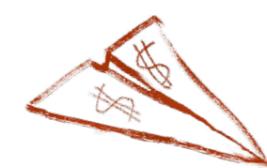
Des cycles de rencontre, organisées dans les pays d'origine des diasporas membres du **FORIM**, mais pas uniquement. D'1 ou 2 jours ce sont des espaces multi-acteurs, avec la présence nécessaire des autorités nationales, de la société civile locale, et de la diaspora elle-même. Mais aussi des journalistes, expert.e.s, universitaires, représentant.e.s du secteur privé, des collectivités locales. Ces acteurs, qui se côtoient souvent sans réellement prendre le temps d'échanger plus en profondeur et dans un cadre précis, peuvent s'approprier l'espace ainsi créé, et participer directement à son animation (modération, animation d'ateliers, etc.)

La réalisation des **RIS** se base essentiellement sur les représentant.e.s de la diaspora du pays concerné en France et leurs organisations. Elles seules peuvent apporter l'analyse des contextes et de leurs besoins réels. Le **FORIM** offre un cadre méthodologique, ainsi qu'un soutien financier, mais la co-construction avec la diaspora elle-même est une condition sine qua non de la réussite ou non de l'évènement.

Chaque **RIS** est unique: elle dépend de la réalité du pays, des politiques publiques en place, de l'histoire de sa diaspora, et de sa relation avec les autorités nationales. Elle est un outil flexible, adaptable selon les opportunités et contraintes.



LA PAROLE comme résultante constructive de la méthodologie des RIS.

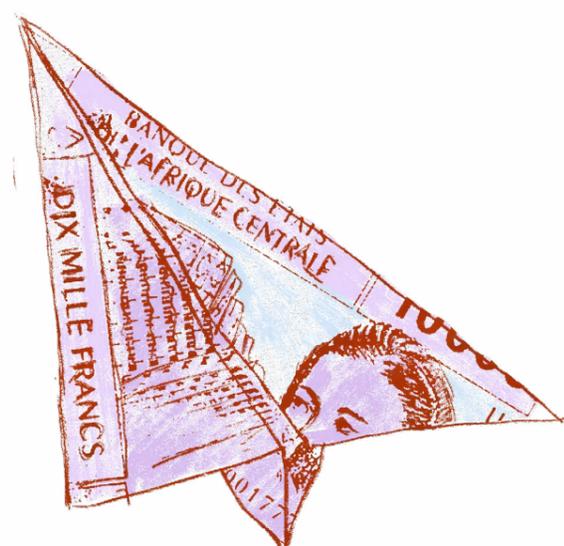


Nous sommes multiples, nous avons des ambitions diverses

Ambitions diasporique et Histoire diasporique

Les histoires diasporiques ont des conséquences perceptibles sur l'engagement des diasporas. Toutes n'ont pas envie de contribuer à quelques actions en lien avec leur pays d'origine. Et, parmi celles qui veulent s'investir, certains tiennent à rester en lien uniquement avec la famille et le village, d'autres ambitionnent d'améliorer la qualité de vie des habitants, d'autres encore voudraient infléchir le cours des choses par des changements politiques profonds.

Enfin, les envies de participation des diasporas semblent fortement liées aux histoires d'émigration de tel ou tel groupe.



Ce tableau, présenté lors du 1er RIS Burkina par Issouf Pare⁵, montre que, sur la question purement économique de l'investissement des diasporas, ce point concernant la motivation des diasporas ne peut être rapidement tranché.

On pourrait supposer que le degré d'engagement, par exemple financier, des diasporas ait une corrélation directe avec les niveaux de revenus de ces derniers, eux-mêmes en lien avec la richesse du pays d'accueil. Ce n'est visiblement pas le cas. Au vu du tableau, les mises de fonds de la diaspora burkinabé aux USA font à peine le 1/3 de celles engagées par la diaspora burkinabé en Côte d'Ivoire.

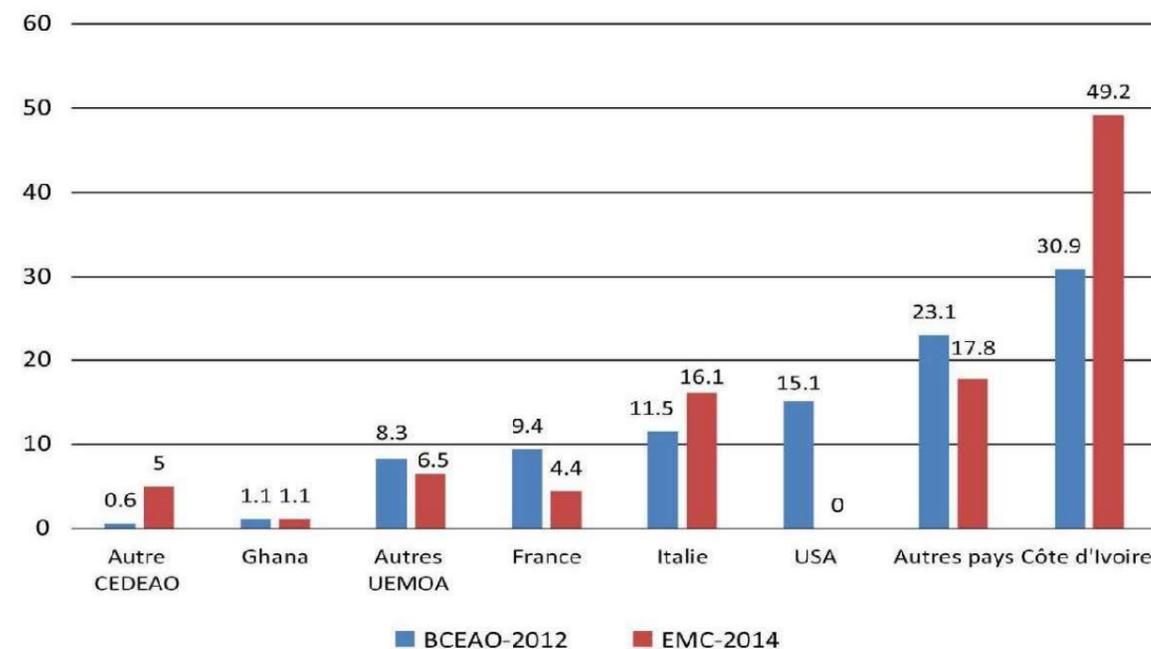
Diversité de profils migratoires, diversité de participation dans les territoires d'origine

Dans les échanges permis par les RIS quelques nuances ont été apportées à l'encouragement ... ou plutôt à cette sorte d'impératif ressenti par la diaspora de contribuer au développement de leur pays d'origine.

«... les diasporas ne portent pas la responsabilité du développement. Elles y prennent part. Elles peuvent y contribuer mais ni les Sociétés Civiles africaines, ni les États ne doivent les regarder comme les porteurs du développement. Il faut, en outre, avoir conscience qu'elles ne sont pas toujours dans des positions aisées leur permettant d'agir...»

(T. Camara, ex président du FORIM, CR 1er RIS CEDEAO, Dakar. Mai 2017)

Les principaux pays de provenance des transferts selon la BCEAO et l'INSD



5 - Ingénieur statisticien économiste, Intervenant RIS Burkina juillet 2018, atelier _ MIGRATIONS ET ECONOMIE DE LA SOLIDARITE / SECTEURS INFORMELS

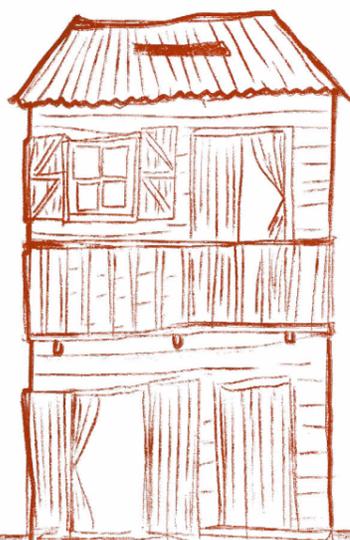


Qu'est ce qui induit donc le niveau d'investissement (ici financier) des diasporas?
Et le niveau d'implication dans ce que le programme MADE AO appelle
"contribution au développement des pays d'origine"?



Très inconsciemment les **RIS** ont largement abordé ce sujet. Les discussions, rapports et autres recommandations dévoilent que l'action de contribuer au développement de son pays d'origine peut rencontrer une volonté, une réticence, une contrainte ou encore de la méfiance. Ceci en fonction, principalement, des motifs qui ont prévalu à l'émigration des acteurs-diaspora.

Il semblerait que ce soit un aspect important pour l'adhésion ou non des diasporas aux stratégies, programmes, projets incluant la question migratoire.



L'étude conclut sur ce point:

«... Les différents profils de migrants permettent d'expliquer les différences d'implications de ces derniers à la participation au développement de leur pays d'origine. En fonction de leur parcours, de leurs expériences, de leurs opportunités, ils se sentent plus ou moins concernés. Certains sont très "déconnectés", "déracinés" à cause du temps passé loin des réalités du pays ...»

L'étude effectuée sur le Burkina dans le cadre du programme MADE abonde dans ce sens en présentant **des origines et des motivations distinctes** aux différentes migrations qui apparaissent dans le tableau de M. Issouf:

«... Le recensement de 1996 montrait que 94 % des émigrés vers la Côte d'Ivoire étaient originaires de zones rurales. 65% se sont installés en milieu rural suite aux mesures incitatives liées à la promotion des filières café et cacao et à la facilité d'accès au foncier...

... Les migrations burkinabè vers l'Europe sont marginales... et concernent de jeunes travailleurs, le plus souvent des hommes, et des étudiants venus compléter leurs formations avec des bourses d'étude...

... En Italie l'immigration burkinabè est plus récente. Les zones de départ sont plus localisées que dans les cas français et ivoiriens. Concentrées essentiellement dans la région Centre-Est ... notamment, une des explications significatives pour la forte présence de ressortissants de la commune de Béguédo en Italie est liée à la situation foncière à Béguédo... et l'existence de réseaux migratoires structurés alimentant les forts besoins en main d'œuvre des activités arboricoles et maraîchères en Italie du Sud. Tout ceci conjugué à un système de contrôle volontairement laxiste dans ces zones, ont contribué à favoriser de nouvelles arrivées...»

Dans son morceau «Exodus» le groupe sénégalais Daara J raconte le destin de ceux qui choisissent de quitter le pays.



Diaspora et territoires d'émigration

Dans le même sens, élaboré par la **CABCI**, le plaidoyer pour un investissement de la Diaspora au Burkina Faso affirme par exemple que :

«... les fonds des migrants vont surtout vers le soutien au famille. 1% seulement sont transférés dans des activités de développement ...»

De plus, ce seraient des difficultés structurelles dans le pays qui amènent cet état des faits:

«... lenteurs administratives, méconnaissance de sources d'informations fiables, manque de financements adaptés, cherté des prêts bancaires, absence totale de politique dédiée à la promotion de l'investissement...»

Ces manquements sont constitutifs de difficultés des pays "dits en développement" et ne sont pas spécifiques à l'implication des seules diasporas. C'est pourquoi il semble utile de vérifier qu'il n'y ait pas d'autres explications à l'engagement ou non des diasporas au profit du développement de leur pays d'origine.

Les raisons qui ont présidé à l'émigration des membres de la diaspora semblent être une des principales pistes dégagées par les "productions" des **RIS**.



Dans son film «Le Mandat» Sembene Ousmane pose, avec humour, un regard critique sur la société. Tout commence avec l'envoi d'un mandat cash par un cousin émigré...

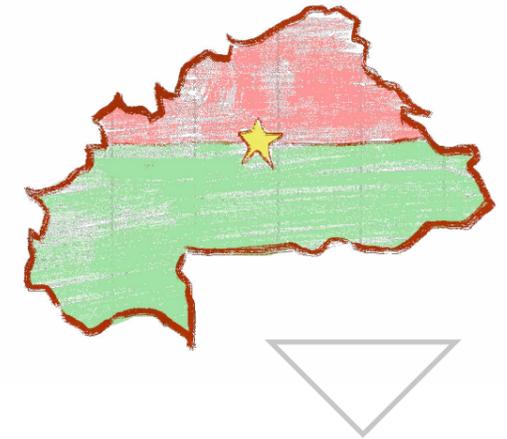
Au Togo, l'émigration politique. Malgré l'évolution des migrations et la situation politique chaotique du pays, la contribution de la diaspora serait réelle, plutôt axée sur des actions de solidarité.

"... La diaspora togolaise en France est multiple: les migrations de travail ... ont progressivement laissé la place à une migration d'élites en formation. En parallèle, deux vagues d'exil des opposants politiques, après le coup d'Etat de 1963, puis la répression des années 1990 ont grossi le nombre de togolais à l'étranger, notamment en France ...

Des divisions politiques, qui ont ensuite perduré depuis 2005, ont historiquement limité le dialogue avec les autorités togolaises et généré de fortes tensions au sein même de la diaspora.

Toutefois, ces divisions n'ont pas empêché la diaspora togolaise de contribuer activement à l'économie du pays. Les transferts de fond représentent 8,2% du Produit Intérieur Brut (400 millions de dollars) et de nombreuses initiatives de solidarité, appuyées par le PRA/OSIM, les collectivités locales, ou par des fonds propres, impactent positivement des secteurs comme la santé, l'éducation, l'accès à l'eau, l'assainissement, l'agriculture ... "

(Feuilles de route Togo, Benoit Mayaux, mai 2020)



Au Burkina, l'élan communautaire et l'impact des associations diasporiques.

"... Ce sont essentiellement les associations de ressortissants dotées d'une base sociale élargie qui ont la capacité de conduire des actions au Burkina Faso.

Ces actions concernent davantage le financement d'infrastructures (centres de santé, écoles, gendarmeries) dont le personnel est pris en charge par l'Etat et les collectivités territoriales. Il s'agit donc d'une création d'emploi indirect et d'une charge supplémentaire pour l'Etat et les collectivités ...

De la trajectoire des migrations burkinabès en Italie résultent des dynamiques associatives spécifiques, dont l'impact sur le développement local au Burkina Faso et plus spécifiquement sur la région Centre-Est est significatif ... "

(Etude Burkina, 2018)

Plus communément, des différences d'ambitions générationnelles

... la génération de la première décennie post-indépendante n'avait ni projet de retour ni projet d'entreprendre. Quant à la deuxième génération, elle a regagné le bercail à la fin des études pour y occuper des postes dans la fonction publique. Cependant, il y a une évolution des mentalités, voire une rupture générationnelle dans les rapports de la diaspora en ce qui concerne la création d'entreprise. De plus en plus, les Burkinabè de la diaspora reviennent avec sous les bras des projets de création d'entreprise.

(CR 1er atelier Burkina Faso, juillet 2018)

Ainsi, les jeunes diplômés burkinabè de la diaspora sont-ils encouragés à créer des entreprises au pays. Le Dr Justin ZAIDA, enseignant chercheur burkinabè, intervenant de ce 1er atelier Burkina et initiateur de la proposition adjoint, dans ce sens, les prescriptions suivantes en direction des pouvoirs publics:

- Exonérer, de droits de douane et autres taxes, l'importation des biens et effets personnels des migrants de retour au Burkina Faso ;
- Abaisser le taux d'imposition sur le revenu des nationaux qui rentrent au Burkina après avoir travaillé plusieurs années à l'étranger;
- Accorder des exemptions aux investissements de la diaspora, par exemple réduire les tarifs douaniers sur les matières premières et l'équipement importés ;
- Offrir des déductions fiscales pour les dons de charité...

(CR 1er atelier Burkina Faso, juillet 2018)

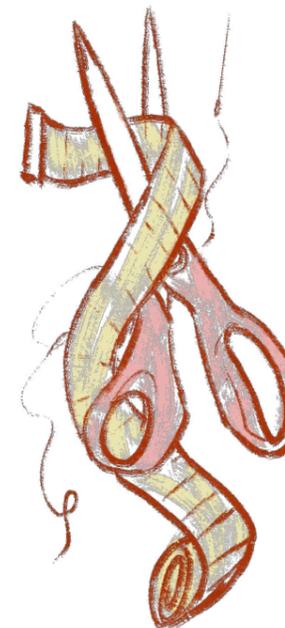
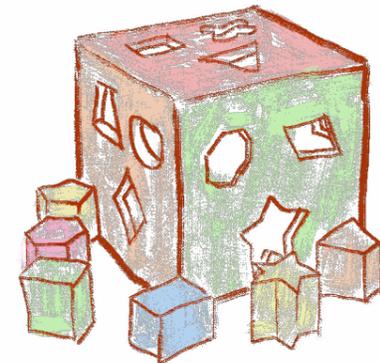
Des travaux de la chambre du Commerce Burkinabé viennent abonder cette vision économique d'un "retour" aux pays.

... La Chambre de Commerce et d'industrie du Burkina Faso ... a réalisé en Côte d'Ivoire, en 2013 et 2016 ; un répertoire de 2805 opérateurs économiques burkinabè travaillant dans ce pays d'accueil et un Guide pratique de l'opérateur économique, une sorte de manuel à l'usage de tous ceux qui sont intéressés ...

Ce qui amène à se demander, au Burkina Faso spécifiquement, si la question économique ne serait pas plus prégnante pour la diaspora que celle des politiques générales de développement ou des projets de solidarité. En effet, une logique d'aide familiale et de petits investissements économiques semble gouverner la tendance d'intervention burkinabè. Au regard de son histoire et du positionnement des migrants eux mêmes.

«... les deux initiatives socio-lucratives à échelle familiale et non associative analysées à travers l'étude de terrain laissent entrevoir des résultats plus efficaces ...»

Il s'agit par exemple de la création, en 2015, d'une crèche à Ouagadougou initiée par deux sœurs, l'une en France et l'autre installée au pays. Ce projet a été financé à travers la mobilisation de l'épargne individuelle constituée en France et de l'implication professionnelle de la sœur au Burkina Faso. Après une première année difficile, ce sont, en trois ans, huit emplois qui ont été créés (une directrice, 3 monitrices, une institutrice, une femme de ménage, une cuisinière et un gardien).



L'autre initiative entrepreneuriale familiale identifiée est celle portée par un tailleur burkinabè initialement installé en Côte d'Ivoire, puis en France qui a décidé de confier à son frère la gestion d'un nouvel atelier créé à Ouagadougou. Cet atelier a été financé à travers la mobilisation des fonds propres et la contraction d'un crédit à la consommation. Cet investissement a permis la création de dix emplois et le renforcement de l'activité d'une tisseuse de pagne. L'atelier de couture fonctionne et s'autofinance, une partie des productions est destinée au marché français pour lequel l'investisseur initial s'occupe de la stratégie de commercialisation.

Ces deux projets, certes modestes, confortent l'idée selon laquelle ... l'investissement privé semble être plus efficace et durable que l'investissement à caractère collectif... »

(Etude Burkina, 2018)

Si l'on entremêle ces deux points précédents que sont la bascule générationnelle et la tendance vers les micro-investissements privés, force est de constater que les ambitions et les modes d'intervention des diasporas ne sont pas statiques, qu'ils évoluent et se complexifient avec le temps.

Même si elles ne sont pas encore prégnantes ces mutations devraient attirer l'attention de l'ensemble des acteurs.

«...La diaspora se renouvelle, les nouvelles générations ne se sentent pas concernées par les mêmes problématiques, ni même une dette envers leurs pays d'origine tout notre développement doit tenir compte de ce qu'il est souvent question de sujets en lien avec une première génération d'immigrés.

En effet, les schémas de représentation et de réflexion actuels sur la mobilisation des diasporas sont principalement basés sur les modes d'intervention des premières générations. Or ces derniers étaient « tenus » par une sorte de dette envers leur pays d'origine ; raison pour laquelle il y a eu tant de transferts de fonds.

Cependant, les enfants issu.e.s des migrations ne se sentent pas tenu.e.s par cette dette. Le lien diffère et est parfois distendu par rapport à celui qu'entretiennent leurs parents avec les pays d'origine ...»

(Étude Burkina 2018)

Même s'il faut considérer ces tendances fortes, il est, dans le même temps, admis qu'il ne peut y avoir une direction prépondérante à la contribution des diasporas:

«... le problème de la diaspora est qu'elle est multi-facettes. Les diasporas sont comparables à des fonctions mathématiques complexes... il faut tenir compte du "melting pot"... du fait des conceptions de variantes selon les zones d'accueil. Dans ce sens il faut des solutions au cas par cas ...»

(J. Zaida, CR 1er atelier Burkina Faso, juillet 2018)

Enfin, Les productions des **RIS** nous invite à ne pas oublier cette volonté-ci d'intervenir sur le territoire d'origine, souvent passée sous silence :

«...Une attention particulière doit être apportée, par exemple, aux retraités qui reviennent au pays et pour lesquels ce n'est pas toujours facile. Pourtant, leur expertise acquise au cours de la vie doit nous servir dans le développement de nos pays ...»

(Mackendie Toupuissant, président du FORIM, CR 2ème atelier Burkina, oct 2019)



Ce numéro du magazine TV Made in Africa s'intéresse au destin des «repats», ces émigrés qui choisissent de revenir vivre et travailler dans leur pays d'origine.



En conclusion de cette partie, et pour rester dans l'univers du **FORIM**, il faut relever l'impact important des organisations associatives diasporiques et leur fonctionnement sur les motivations et les désirs d'intervention de leurs membres. La diversité des objectifs⁶ et la complexité liée aux histoires d'émigration⁷ rendent parfois difficile une mobilisation collective vers le pays d'origine.

«Les associations burkinabè en Italie traversent aujourd'hui une période de crise. L'une ne parvient pas à obtenir de ses associés une participation suivie, les cotisations se réduisent. À Rome, les réunions ont été suspendues, à Naples, l'association connaît un changement radical de son bureau.

Ainsi, malgré les efforts fournis par tous les responsables des associations pour garder unie la petite communauté burkinabè italienne, il semble que des logiques liées à l'appartenance ethnique et familiale soient en train de prévaloir, préjudiciables à l'efficacité des démarches engagées par l'ensemble de la communauté auprès de la société italienne et compromettant peut-être son intégration en tant que groupe.

A l'inverse, l'aptitude des Sénégalais à renvoyer, au moins à l'extérieur, l'image d'un groupe uni, solidaire, leur donne une grande efficacité au regard des institutions italiennes.»

(Etude Burkina, 2018)



"Filer"
Deuxième partie: Au fil des pensées...

6 - Besoins immédiats des migrants tels logement, alimentation, création de liens professionnels avec le pays d'origine en vue d'emploi, développement local, culturel etc.
7 - Centrées sur les ressortissants, engagées pour l'intégration dans les pays d'accueil et la défense des droits des immigrés ou exclusivement tournées vers le pays d'émigration.

Qu'est-ce que le « codéveloppement » ?

Du préfixe « co », le dictionnaire donne comme équivalents : avec, réunion, adjonction, simultanéité.

Sur cette base, on pourrait croire que le lien établi presque systématiquement (est-il inéluctable ?) entre codéveloppement et migrations traduit l'idée d'une coopération dans les deux sens ; une façon de reconnaître que les migrants ne participent pas qu'au développement de leur pays d'origine, mais aussi à celui du pays où ils vivent et travaillent, et qu'on trouve en arrière-plan un projet d'équilibre, d'équité dans la distribution des richesses au Nord et au Sud.

Si cette idée a peut-être existé à l'origine, lorsque sous l'impulsion de l'éphémère ministre de la coopération, Jean-Pierre Cot, en 1981, il était envisagé d'articuler et coordonner les plans de développement de certains pays (notamment l'Algérie, le Mexique et l'Inde) avec celui de la France, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Pour la France, on peut lire sur le site du ministère des affaires étrangères que le codéveloppement recouvre « toute action de développement dans laquelle s'implique un migrant, quelles que soient la nature et les modalités de cette implication ». Le « co » désignerait donc le rôle joué par les migrants dans le développement.

Au-delà de ces éléments de définition disparates, la meilleure façon de cerner le concept de codéveloppement est de connaître de quoi il est fait. C'est en parlant d'« approche globale des migrations » que l'UE essaie de définir une action cohérente en matière de migrations, qui associe les relations extérieures, le développement, l'emploi et les aspects sécuritaires.

Parmi les mesures relevant, à l'intérieur de cette approche globale, du volet codéveloppement, on trouve : la facilitation de l'envoi de fonds des migrants vers les pays d'origine ; l'encouragement du rôle des diasporas ; le renforcement de la migration circulaire ; la facilitation du retour et l'atténuation des inconvénients causés par la fuite des cerveaux.

"À la recherche du « co » de codéveloppement", Claire Rodière, Plein droit 2009/4 (n° 83), pages 3 à 6

UNE EXPERTISE ENDOGÈNE

qui interpelle les stratégies internationales sur la thématique « MADE »

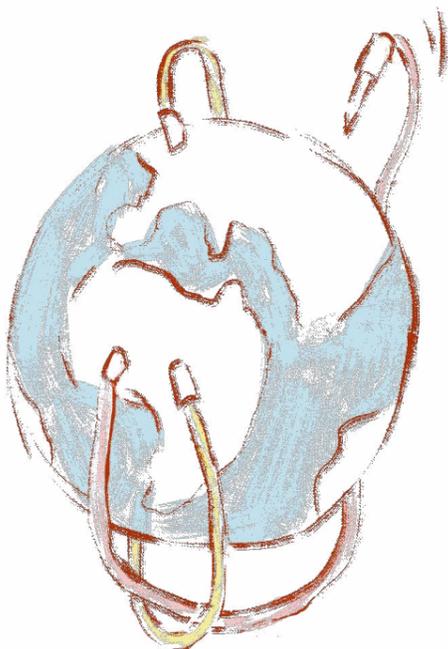
Les productions des RIS et les programmes « **MADE** »

Les diasporas peuvent-elles avoir un impact sur les stratégies internationales?

L'adhésion des diasporas aux politiques pour lesquelles elles sont appelées à contribution représente le cœur de la problématique. En ce sens, leur engagement ne peut se limiter à des mécanismes d'appui aux projets. Il faut s'intéresser aux conditions mêmes de la mobilisation diasporique.

La plateforme **FORIM**, représentant les intérêts des diasporas qui la composent, pourrait avoir ce mandat dans son plaidoyer. Associer en adultes, en vis à vis, en acteurs responsables, les diasporas aux enjeux réels de paix mondiale les concernant tel que: l'endiguement de l'immigration forcée ...

Une clarification de l'ensemble des finalités des programmes "MADE" contribuerait non seulement à renforcer la crédibilité des **OSIM**, mais encore à accompagner une certaine créativité sur les formes d'actions en direction des pays d'origine.



"C'est ainsi que sur la question des transferts de fonds des diasporas, par exemple, l'étude Burkina pose la question de la pertinence de leur régulation et/ou encadrement dans des circuits raisonnés..."

Les transferts de fonds productifs mis à part, à quoi d'autre ressemblerait la contribution des migrants/de la diaspora au développement des pays d'origine?

«...il convient de rappeler que la diaspora ne peut être considérée que sous l'angle de pourvoyeurs d'investissements, et que les ressources pourvues sont pour leur grande majorité destinée à la consommation intrafamiliale.

S'intéresse-t-on autant au Burkina Faso ou en France à l'argent transféré au sein d'une même famille ? Pourquoi alors porter tellement d'intérêt à l'orientation productive des transferts intrafamiliaux transnationaux ? Pourquoi porter un jugement normatif (en les considérant comme « insuffisamment productifs ») ... alors que finalement ils sont le fruit et l'objet d'un arbitrage individuel ?

Par ailleurs, le constat selon lequel les transferts actuels sont faiblement productifs nous semble erroné. Cela revient à laisser penser que l'amélioration de l'alimentation, de l'habitat, le paiement de frais de scolarité ou de santé n'ont aucun impact en terme d'amélioration des conditions de vie des ménages bénéficiant de ces transferts, et aucun effet indirect sur la santé économique du Burkina Faso ...»

(Etude Burkina, 2018. Perspectives conclusives)



L'Étude de Sérigne Mansour Tall traite des problématiques liées à l'investissement des émigrés sénégalais dans le parc immobilier de Dakar.

Investissements ou consommation?

Une autre conception existe-t-elle des transferts de fonds ou serions-nous, peut être, dans une confrontation de théories économiques? Investissements VERSUS consommation.

«... sur les 30 dernières années, le Burkina Faso a reçu au total de ses fils à l'étranger plus 1200 milliards de francs CFA soit une moyenne annuelle de 41,58 milliards de francs CFA. Seulement moins de 15% de cette masse financière a été investie. La plus grande partie était destinée à la consommation...»

(Rapport de la rencontre multi sectorielle, Burkina Faso, juillet 2018)

La consommation n'est-elle pas également une forme d'apport économique?

Pour quelles raisons minimiser cet impact?

Pourquoi négliger cette forme de contribution de la diaspora dans leur pays d'origine?

«... Il faut sortir de la vision "développement = croissance économique". Les milliards envoyés par les migrants ne permettent pas de créer des emplois mais servent à consommer...»

(CR 1er RIS CEDEAO, Dakar 2017. Restitution du débat contradictoire: La migration nuit-elle au développement ou lui bénéficie-il?)



C'est ainsi que sur la question des transferts de fonds des diasporas, par exemple, l'étude Burkina pose la question de la pertinence de leur régulation et/ou encadrement dans des circuits raisonnés.

Il ne met pas en cause le fait que ces éléments participent largement du développement économique du Burkina, il questionne l'opportunité de les "collectiviser" dans des investissements dits productifs ou de les englober dans une gestion de politiques publiques.

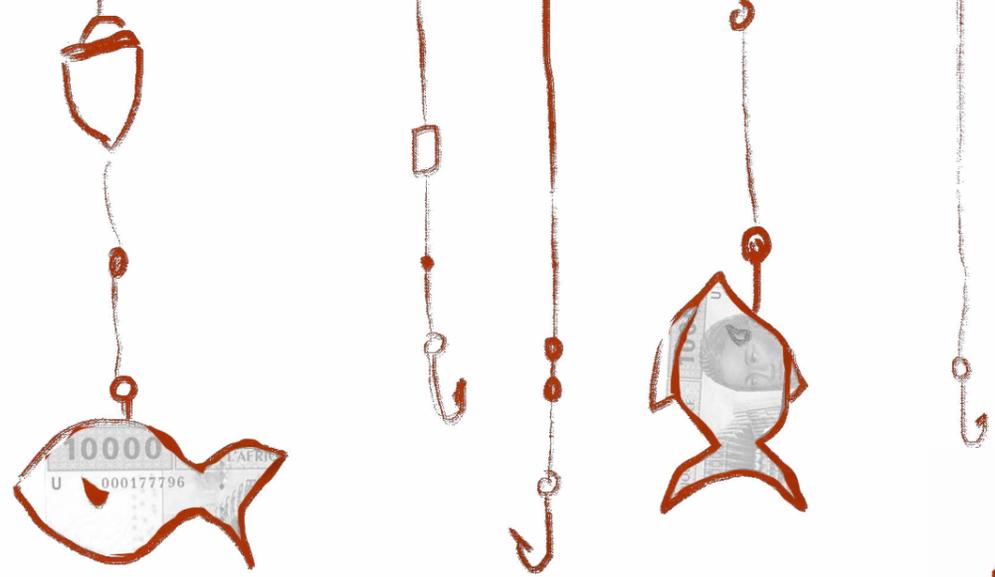
«... S'affranchir de l'instrumentalisation des transferts de fonds à des fins productives : la diaspora n'est pas une ressource nationale exploitable! ...»

(Etude Burkina, 2018. Perspectives conclusives)

«... Une étude récemment publiée par l'université de Thiès relève que l'effet le plus visible des transferts des migrant.e.s est sur l'éducation.

Ces résultats ont été obtenus en comparant des ménages avec et des ménages sans membres en migration. Les conclusions montrent qu'à tout point de vue, les résultats sont meilleurs pour les ménages avec des membres en migration...»

(CR 1er RIS CEDEAO, mai 2017, Professeur Pape SAKHO, Chef du département de Géographie à l'Université Cheikh Anta DIOP (UCAD))



Pourquoi encourager coûte que coûte l'investissement financier productif sur un territoire qui n'est pas forcément propice à des rendements intéressants?

Les diverses communications au sein des RIS⁸ démontrent toutes les contraintes et les dysfonctionnements qui rendent généralement improductifs quelques mise de fonds sur certains territoires. En l'occurrence dans les 2 pays cibles du programme.

Ne serait ce pas encore ici une façon d'imposer une démarche solidaire aux migrants plutôt qu'une utilisation plus personnelle de leur propre "richesse"?

Pourquoi ne serait-ce que l'engagement pour le développement qui aurait de la valeur dans le rapport de la diaspora à son pays d'origine?

Un investissement doit d'abord suivre la règle de l'enrichissement personnel. Inciter la diaspora à investir pour que "le pays aille mieux" est un discours parfois candide; et une réalité souvent difficile à gérer pour les acteurs.

8 - Voir dossier de capitalisation, pages 44-49, 58, 77-79

Par exemple, dans le rapport de la rencontre multisectorielle sur l'investissement au Burkina Faso, la diaspora se plaint de la mauvaise gestion des ressources qu'ils mobilisent sur les territoires au vu de leur absence en tant que propriétaire.

Pour un petit commerce par ex, en général, il faut faire appel à un cabinet de consultant indépendant sur place pour un suivi conséquent. Ce qui donne l'impression d'une double peine pour la diaspora qui investit ses fonds mais doit également déboursier pour le suivi de son investissement:

C'est le syndrome de la poule aux oeufs d'or ... qui ne cesse d'être ponctionnée de tout côté.

«... la question de la productivité des transferts de fonds internationaux ne peut être déconnectée des notions liées à l'État de droit, aux climats des affaires et à la sécurité des investissements.

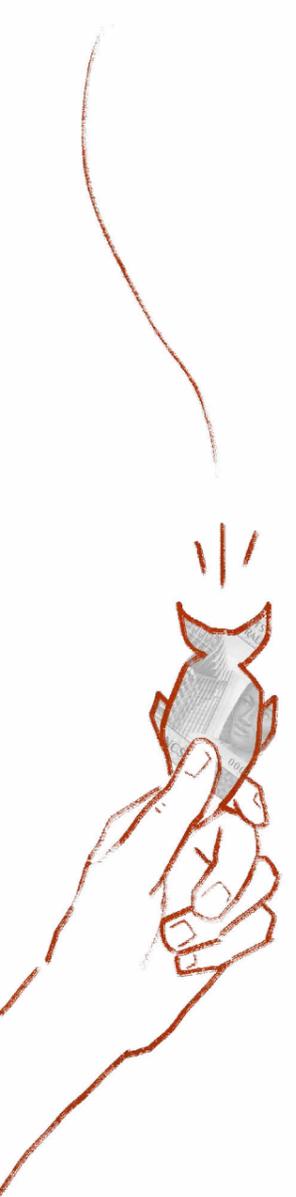
Invoquer et encourager l'idée d'une forme de patriotisme économique diasporique se confronte vite aux risques financiers liés à l'investissement dans un pays fragile... C'est là un des principaux enseignements de ce programme MADE AO...»

(Etude Burkina, 2018)

Un acquis que peuvent prendre en compte les politiques générales à propos de, ou impliquant les diasporas quant à leur contribution au développement et quant aux objectifs des programmes mis en oeuvre sur cette thématique.



"Filer"
Troisième partie: Le pays au bout du fil.

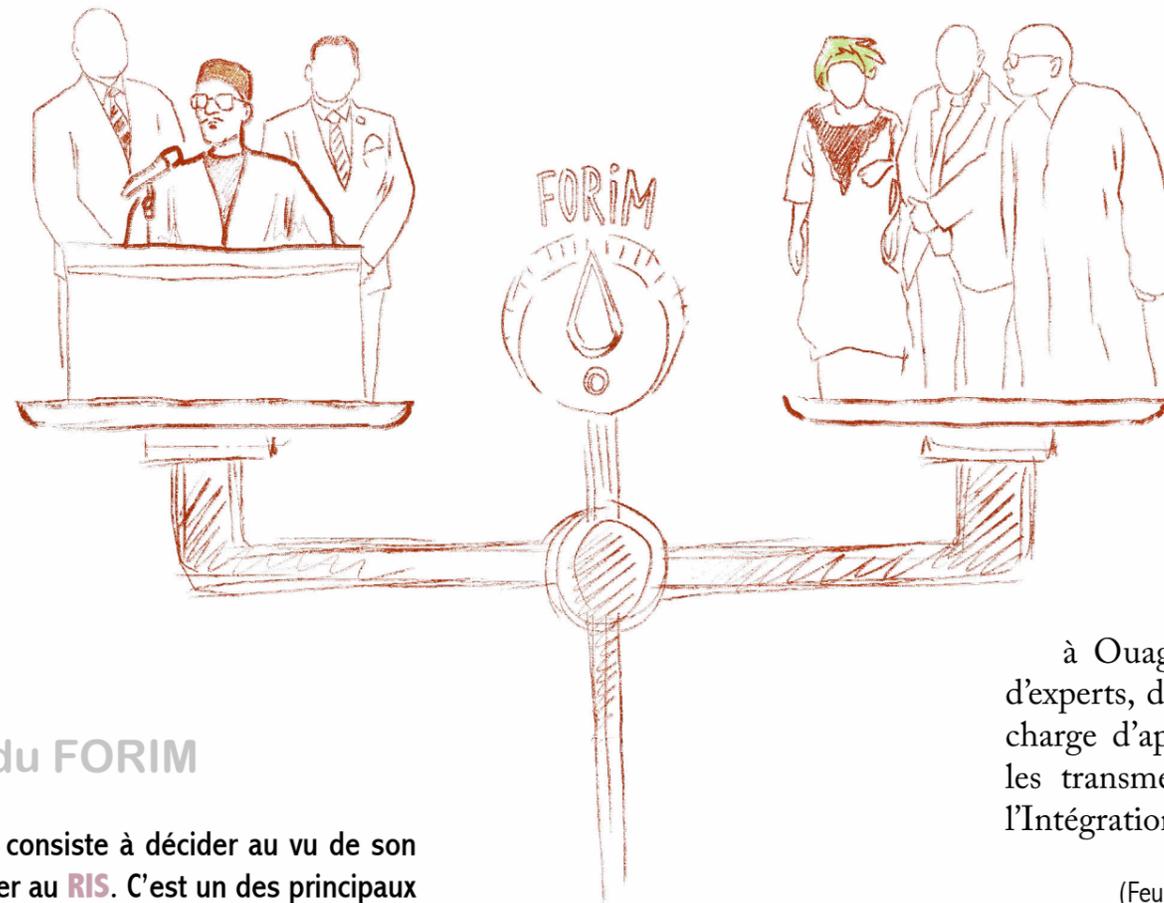


La Nature du FORIM et son périmètre d'action

Pour pérenniser une méthodologie efficace,
voici une réflexion et des questions pour le **forim** en tant que plateforme d'associations ...

Quelle position avoir dans ces types de programme?: Dedans-impliquées? Au côté de? En dehors? Quelles conséquences pour chaque posture?

En tant que plateforme associative, le FORIM se constitue obligatoirement en un réseau de partenaires auxquels il s'impose, pour être efficace, de déterminer ce qu'ils sont ensemble, ce qu'ils font collectivement, ce qu'ils sont prêts à mutualiser. Avec comme enjeu important, celui de s'accorder sur des finalités communes⁹.



Les RIS ou le difficile équilibre du FORIM

Le défi présenté au FORIM, par le programme MADE, consiste à décider au vu de son projet associatif la bordure qu'il conviendrait de donner au **RIS**. C'est un des principaux champs de réflexion qu'ouvre ce travail de capitalisation. Il est proposé de le prendre au sérieux au risque de créer moult frustrations et dévaluer ainsi une méthodologie prometteuse.

9 - Les ONGs et leurs pratiques de partenariats: nouvelles tendances et nouveaux défis, janvier 2017, Coordination Sud.



Comment s'adapter au mieux pour que les rencontres puissent avoir lieu dans les meilleures conditions?

Dans les **feuilles de route**² le **FORIM** lui-même se décrit dans un rôle d'accompagnement. Ce serait la conscience actuelle de son positionnement.

«... le FORIM et son membre de la diaspora Burkinabè, (l'**UABF**) ont déployé une méthodologie reposant sur une approche multi-acteurs de la relation migration et développement, dans laquelle les parties prenantes (OSIM burkinabè en France, Italie et Côte d'Ivoire, ministères, associations locales, experts, etc.) ont pu échanger concrètement...

Le FORIM a appuyé et animé la démarche, dont les acteurs se sont saisis tout au long du programme... Cette feuille de route reprend principalement le travail du Comité de suivi.

Formé à la suite du premier atelier organisé à Ouagadougou en juillet 2018 ce comité, composé d'experts, d'associations locales et de la diaspora a été en charge d'approfondir les propositions des participants et les transmettre formellement au nouveau Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur ...»

(Feuille de route Burkina, programme MADE AO. B. Mayaux, fév 2020)



2 - Résultat du programme MADE AO.
Voir dossier de Capitalisation p106

L'ambition du **FORIM** pour le **RIS** Burkina? Mettre en lien les acteurs, les laisser se saisir de l'espace créé, assister leurs conclusions. Puis, un comité d'experts constitué dans l'espace ainsi approprié se chargerait d'approfondir les propositions et les transmettre au gouvernement local. Les rôles sont définis. Il revient alors au gouvernement local de prendre la mesure des productions du **RIS** et d'en envisager la concrétisation.

C'est comme si le mandat des uns et des autres s'arrêtait à la transmission des propositions au gouvernement. Pourquoi pas? Il est possible de considérer que le **FORIM** et sa méthodologie s'arrêtent à ceci. Seulement dans le cas du Togo, la direction donnée semble légèrement différente. C'est en cela que la confusion se crée sur le rôle et la méthodologie déployés. Où se situe l'organisation **FORIM**? Où s'arrête son action?

Voici la présentation par le **FORIM** lui-même de sa vision de la démarche au Togo.



Cet article de Patrick Quantin questionne le rapport qu'entretient la Société Civile et l'État en Afrique.

«... Dans un contexte politique national complexe, cette feuille de route est le fruit de discussions entre acteurs de développement, dont l'objectif est d'assurer la qualité de vie de la population togolaise dans son ensemble, en particulier sur les services de base (eau, éducation, agriculture, santé, etc.).

Elle croise les ambitions de la CODT-CODEV, une structure de la diaspora récemment constituée, dont les besoins en terme de structuration et de renforcement restent importants, mais qui s'inscrit dans une démarche de plaidoyer et une stratégie partenariale avec les autorités togolaises. Au cours de ce processus, le **FORIM** a accompagné, animé, synthétisé les actions et recommandations pour qu'elles reflètent au mieux les aspirations des acteurs **MADE** au Togo.

Cette feuille de route entend créer un cadre de travail commun, une base sur laquelle l'ensemble des parties prenantes pourront élaborer leurs programmes, développer leurs actions et définir leurs espaces de dialogue.»

(Feuille de Route Togo, programme MADE AO. B. Mayaux, fév 2020)



Dans le cas burkinabè des experts sont chargés de gérer les productions du **RIS**.

Au Togo, il est mentionné la jeunesse de la structure en charge, ses besoins concrets et ses objectifs à moyens termes. Le contexte "politique" de mise en oeuvre opérationnelle est rappelé. Le cadre futur de travail commun entre les différents acteurs est affirmé et détaillé: qualité de vie des togolais & services de base. Cet ensemble d'informations laisse à penser, qu'il y aurait une étape complémentaire incluant le **FORIM**.



Ainsi contrairement au Burkina Faso, il semble y avoir une continuité du partenariat **CODT CODEV / FORIM** pour l'exécution de la feuille de route Togo. La place du gouvernement togolais est moins prégnante. Il reste acteur, impliqué mais les attentes semblent diriger vers la CODT et le **FORIM**, les actions à court-terme concentrées sur ces derniers. Même s'il y est plus question de structuration que d'opérations de terrain.



Le choix

Est-ce à dire que le **FORIM** pourrait développer un rôle dans la suite de sa méthodologie **RIS** selon les territoires? Selon les circonstances? Il n'affirmerait pas de statut fixe, une nature, une personnalité structurelle définies mais s'adapterait en fonction des situations. C'est intéressant. Mais n'est-ce pas dangereux?

Dans une réflexion qu'elle a coordonné sur les réseaux d'associations et leurs enjeux¹⁰ CSud¹¹ insiste sur la nécessaire détermination, clarification de la nature, des finalités et des modes d'actions d'une plateforme d'associations.

Toutes les étapes pré et post **RIS** sont mentionnées dans les feuilles de route MADE/AO. Cette synthèse des recommandations des **RIS** n'indique que rarement la plateforme **FORIM** dans les parties prenantes des "PROCHAINES ETAPES".

Ces feuilles de route et la place qui y est donnée au **FORIM** démontrent que jusqu'ici, outre un appui à la structuration de ses membres, le **FORIM** ne se considère pas comme valablement impliqué dans les suites à donner aux **RIS**. (Voir extraits « Feuille de route Togo et Burkina Faso », B. Mayaux, fév 2020)

Ainsi, de la vision même du **FORIM**, les différentes réalisations et la mise en oeuvre des perspectives de travail incombent, principalement, aux acteurs des pays cibles.

La perspective d'un après-**RIS** n'est pas véritablement considérée comme une nécessité. Cette capitalisation suggère que le temps est venu pour le **FORIM** de trancher cette question: décider comment l'organisation se positionne et si elle en a les moyens. Parce que ses membres en ressentent le besoin et que les **RIS** ne pourraient qu'en être enrichies.



"Filer"
Quatrième partie: Au fil du Temps.

10 - Les ONGs et leurs pratiques de partenariats: nouvelles tendances et nouveaux défis, janvier 2017, Coordination Sud.
11 - Coordination Sud: plateforme des ONG françaises.

Structure d'appui ou d'intervention ? Ou les deux à la fois ?

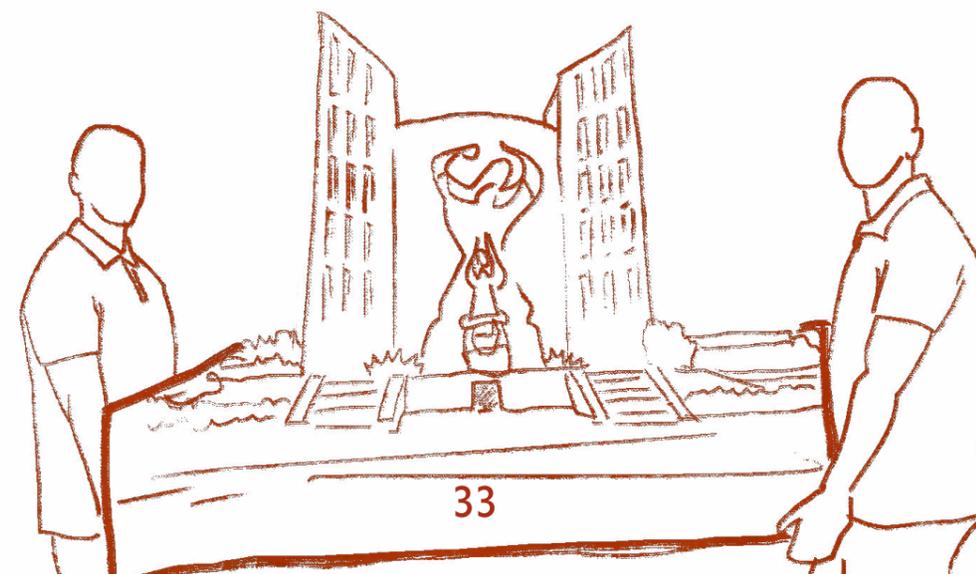
Si le **FORIM** devait s'impliquer dans des étapes **POST-RIS**, serait-ce une intervention ponctuelle ou systémique? occasionnelle ou pérenne? Structurelle ou opérationnelle.

Dans le programme **MADE AO** les souhaits exprimés des acteurs ainsi que les mentions dans la feuille de route montrent que l'appui attendu de la part du **FORIM** est quand même d'abord structurel et financier.

... L'accompagnement du **FORIM** ne doit pas s'arrêter là, car les moyens logistiques, techniques et financiers manquent pour le développement du **CODT-CODEV**.

Les compétences dans différents domaines, sont bien présentes mais il manque des formations, pour ceux et celles qui n'ont pas l'habitude du fonctionnement associatif en France. Comment organiser ces formations sans les finances? Le soutien du **FORIM** doit encourager la dynamique de groupe. Il ne s'agit pas de faire à la place, mais d'aider le **CODT-CODEV** à bien structurer sa base pour mieux se développer ...

(Parole d'acteurs, fiche de capitalisation d'expériences, mai 2020. Adolé Ankrah)



Historique des actions du programme MADE AO FORIM

Néanmoins, Le **FORIM** est aussi attendu dans l'action ou tout au moins dans l'accompagnement à l'action avec une posture de neutralité, de soutien et de médiation entre la diaspora et son pays d'origine.

Le FORIM comme parrain ... si les approches sont clairement définies cela pourrait être possible.

La posture de médiateur ... je pense que le FORIM est déjà dans cette dynamique. Il faudrait juste structurer la chose.

(Parole d'acteurs, forum de discussion capitalisation acteurs du Sud, mai 2020, A. Tiendrebeogo)

...Malgré la volonté de nos organisations, de la coordination, il est à souligner que nous souhaitons vivement FORIM toujours à nos côtés, tant les blessures laissées par la situation politique chaotique depuis plus de cinquante ans sont toujours vives, menacent notre équilibre et peuvent à tout moment faire trembler notre jeune édifice.

Nous souhaitons FORIM toujours à nos côtés, la jeune CODT-CODEV a besoin d'un garde fou afin de tenir ses objectifs. Avec FORIM à nos côtés, CODT-CODEV peut bénéficier de partage d'expériences, de développement de partenariats, et surtout d'une affirmation dans notre démarche de co-Développement ...

(Parole d'acteurs, fiche de capitalisation des expériences, mai 2020 Mado arouna Ati)

« FORIM toujours à nos côtés » ...
pour garder le cap ... de nos objectifs, des feuilles de route ...
des objectifs de co-développement.

Une perspective à confirmer ou une démarche à compléter?



Parole & Capital: quelques mots pour conclure.

- **Première Rencontre régionale multi-acteurs (Dakar, Mai 2017)**

Compte Rendu RIS CEDEAO

- **Études sur la contribution des diasporas Burkinabè et Togolaises dans le développement de leurs pays d'origine (réalisée par l'ISTOM - 2018)**

Études Togo et Études Burkina Faso

- **Premier atelier-pays pour le Burkina Faso (Ouagadougou, juillet 2018)**

Compte Rendu 1er Atelier Burkina, juil 2018

- **Soutien à une initiative de la diaspora Burkinabè en Côte d'Ivoire à travers un fonds pilote (Mission terrain - Janvier 2019)**

Rencontre multisectorielle à Ouagadougou - 23 au 25 février 2019 - Compte Rendu

- **Premier atelier-pays pour le Togo (Paris, juin 2019)**

Compte Rendu 1er Atelier Togo, juin 2019

- **Deuxième atelier-pays pour le Burkina Faso (Octobre 2019)**

Compte Rendu 2ème Atelier Burkina, oct 2019

- **Deuxième rencontre régionale multi-acteurs (Abidjan, Novembre 2019)**

Compte Rendu RIS CEDEAO

- **Deuxième atelier-pays pour le Togo (décembre 2019)**

Compte Rendu (CR) 2ème Atelier Togo, déc 2019

IDENTIFICATION DES ÉTUDES "PAYS"

Etude Burkina

Comprendre et promouvoir la contribution de la diaspora dans le développement du Burkina Faso: Etude de cas sur les organisations diasporiques en France, Italie et Côte d'Ivoire et leur rôle dans la création et la consolidation d'emplois

Etude Togo

Comprendre et promouvoir la contribution de la diaspora dans le développement du Togo : Etude de cas sur les organisations diasporiques en France, Allemagne et Ghana et leur rôle dans la création et la consolidation d'emplois

Description du programme MADE AO

- Qu'est-ce que c'est le Programme « Made – Afrique de l'Ouest »?

MADE West Africa est un projet qui vise à promouvoir la bonne gouvernance sur les thématiques des migrations et de la mobilité, ainsi que la protection des droits des migrants dans la région **CEDEAO** afin d'accroître les bénéfices de la migration et de la mobilité pour le développement dans six pays pilotes.

- Quels sont les six pays pilotes du Programme « Made – Afrique de l'Ouest »?

Burkina Faso, le Ghana, la Guinée, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

- Quelle est la durée totale du Programme?

36 mois (Mai 2017 – avril 2020)

- Qui sont les partenaires ?

FORIM (Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations)

ICMC Europe (International Catholic Migration Commission)

AFFORD (African Foundation for Development)

Centre pour les Études sur la Migration (Université du Ghana)

- Qui finance le Programme « Made – Afrique de l'Ouest »?

L'Union européenne et l'Agence Française de Développement.

- Les trois principaux objectifs du programme sont:

- Améliorer la capacité de la société civile et des autorités nationales/locales à agir sur la mobilité intra- et inter-régionale par la mise en œuvre du Protocole de libre circulation de la **CEDEAO**.

- Garantir le respect des droits des travailleurs migrants et promouvoir la participation de la société civile à la gouvernance de la migration de main-d'œuvre.

- Maximiser la contribution de la diaspora au développement des pays d'origine en promouvant des cadres de coopération innovants entre la diaspora, les ONG de développement, les autorités nationales/locales et le secteur privé.

BRÉVIAIRE

Les sigles et abréviations utilisés

CABCI : Coordination des Associations Burkinabè en Côte d'Ivoire

CEDEAO: Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest

CODT CODEV: Coordination des Organisations de la Diaspora Togolaise pour le Co-Développement

FORIM : Forum des Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations

MADE: Migrations et Développement

OSIM: Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration

PRA OSIM: Programme d'Appui aux projets des Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration

MADE AO: Migrations et Développement - Afrique de l'Ouest

RIS: Rencontres Internationales Sud

UABF: Union des Associations Burkinabè de France

LA PAROLE & LE CAPITAL

3 années de rencontres multi-acteurs : Capitalisation d'Expériences

Ce livret se propose de partager quelques uns des points relevés lors de la capitalisation des expériences du programme MADE AO commandée par le FORIM. Ici, principalement, les Rencontres internationales Sud organisées par cette plateforme d'ONGs durant 3 années. Les dialogues constituent un répertoire d'expériences sociales et politiques, mais surtout et avant tout humaines.

Que faire de l'héritage des mots ? Qui administre le lègue des pensées ? Quelle parole est capital? Et finalement: quel capital est le savoir?...

À travers cet exercice de capitalisation, le FORIM rend compte d'une approche et d'une méthodologie, éprouvées sur le terrain en compagnie d'une diversité d'acteurs: représentants des Sociétés Civiles locales, des diasporas, de l'État de plusieurs pays de la CEDEAO, d'intellectuels etc...

Mais plus encore, le FORIM questionne sa démarche... pour mieux se projeter.

Ce document est extrait du dossier de capitalisation piloté par Akofa BERNASCONI, secondée de Barbara LIMA, et qui est disponible dans son intégralité sur le site du FORIM: <https://forim.net/activites/made-afrique-de-louest/>